Nos des résolutions	Titres	Points de l'ordre du jour	Dates d'adoption	Pages
	C. Semaine du désarmement	63, f	9 décembre 1992	77
	D. Application des directives pour des types appropriés de mesures de confiance ...	63, g	9 décembre 1992	78
	E. Rapport de la Conférence du désarmement	63, b	9 décembre 1992	78
	F. Institut des Nations Unies pour la recherche sur le désarmement	63, e	9 décembre 1992	79
47/55	Armement nucléaire d'Israël (A/47/694)	64	9 décembre 1992	79
47/56	Convention sur l'interdiction ou la limitation de l'emploi de certaines armes classiques qui peuvent être considérées comme produisant des effets traumatiques excessifs ou comme frappant sans discrimination (A/47/695)	65	9 décembre 1992	80
47/57	Question de l'Antarctique (A/47/696)	66	9 décembre 1992	80
47/58	Renforcement de la sécurité et de la coopération dans la région de la Méditerranée (A/47/697)	67	9 décembre 1992	82
47/59	Application de la Déclaration faisant de l'océan Indien une zone de paix (A/47/698)	68	9 décembre 1992	83
47/60	Examen de l'application de la Déclaration sur le renforcement de la sécurité internationale (A/47/699)			
	A. Examen de l'application de la Déclaration sur le renforcement de la sécurité internationale	69	9 décembre 1992	84
	B. Maintien de la sécurité internationale	69	9 décembre 1992	85
47/61	Renforcement du régime défini par le Traité visant l'interdiction des armes nucléaires en Amérique latine et dans les Caraïbes (Traité de Tlatelolco) [A/47/700]	142	9 décembre 1992	86
47/76	Application de la Déclaration sur la dénucléarisation de l'Afrique (A/47/689)	59	15 décembre 1992	86

47/39. Convention sur l'interdiction de la mise au point, de la fabrication, du stockage et de l'emploi des armes chimiques et sur leur destruction

L'Assemblée générale,

Rappelant la détermination avec laquelle la communauté internationale cherche depuis longtemps à obtenir l'interdiction efficace de la mise au point, de la fabrication, du stockage et de l'emploi des armes chimiques et leur destruction, ainsi que l'appui qu'elle n'a cessé d'apporter aux mesures visant à maintenir l'autorité du Protocole concernant la prohibition d'emploi à la guerre de gaz asphyxiants, toxiques ou similaires et de moyens bactériologiques, signé à Genève le 17 juin 1925², comme il ressort de nombreuses résolutions antérieures adoptées par consensus,

Rappelant en particulier sa résolution 46/35 C du 6 décembre 1991, dans laquelle elle a prié instamment la Conférence du désarmement, à titre hautement prioritaire, de régler les questions en suspens afin de parvenir, durant sa session de 1992, à un accord définitif sur une convention sur l'interdiction de la mise au point, de la fabrication, du stockage et de l'emploi des armes chimiques et sur leur destruction,

Tenant compte de la Déclaration finale de la Conférence des Etats parties au Protocole de Genève de 1925 et des autres Etats intéressés³, qui s'est tenue à Paris du 7 au 11 janvier 1989, dans laquelle les Etats participants se sont déclarés résolus à prévenir tout recours aux armes chimiques en les éliminant complètement,

Résolue à progresser sur la voie du désarmement général et complet sous un contrôle international strict et efficace, y compris l'interdiction et l'élimination de tous les types d'armes de destruction massive,

Convaincue, en conséquence, de la nécessité impérieuse d'une interdiction totale des armes chimiques qui permettrait de supprimer toute une catégorie d'armes de destruction massive et d'éliminer ainsi le risque que fait courir à l'humanité l'emploi renouvelé de ces armes inhumaines,

Prenant acte avec satisfaction du projet de convention sur l'interdiction de la mise au point, de la fabrication, du stockage et de l'emploi des armes chimiques et sur leur destruction⁴, adopté par la Conférence du désarmement et figurant dans son rapport, qui est le fruit de longues années de négociations approfondies et constitue un événement historique dans le domaine de la maîtrise des armements et du désarmement,

Convaincue également que la Convention, du fait notamment que l'adhésion qu'elle recueille ne tardera plus guère à être universelle, contribuera au maintien de la paix internationale et améliorera la sécurité de tous les Etats, et qu'elle mérite par conséquent l'appui résolu de la communauté internationale tout entière,

Convaincue en outre que la mise en application de la Convention devrait favoriser l'expansion du commerce international, le développement technologique et la coopération économique dans le secteur de la chimie, afin de promouvoir le développement économique et technologique de tous les Etats parties,

Déterminée à faire en sorte que la Convention soit appliquée de manière efficace et économique,

Rappelant l'appui que les représentants de l'industrie chimique mondiale ont exprimé en faveur de l'interdiction des armes chimiques dans la déclaration adoptée lors de la Conférence gouvernements-industrie contre les armes chimiques, qui s'est tenue à Canberra du 18 au 22 septembre 1989⁵,

Ayant à l'esprit les références à la Convention qui figurent dans les documents finals de la dixième Conférence des chefs d'Etat ou de gouvernement des pays non alignés, tenue à Jakarta du 1^{er} au 6 septembre 1992⁶,

Accueillant favorablement l'invitation du Président de la République française à une cérémonie de signature de la Convention à Paris le 13 janvier 1993,

1. *Prend acte avec satisfaction* de la Convention sur l'interdiction de la mise en point, de la fabrication, du stock-

kage et de l'emploi des armes chimiques et sur leur destruction, dont le texte figure dans le rapport de la Conférence du désarmement;

2. *Prie* le Secrétaire général, en sa qualité de dépositaire, d'ouvrir la Convention à la signature à Paris le 13 janvier 1993;

3. *Engage* tous les Etats à signer la Convention, puis à y devenir parties le plus tôt possible, conformément à leurs procédures constitutionnelles, de façon qu'elle puisse rapidement entrer en vigueur et bénéficier de l'adhésion universelle;

4. *Engage également* tous les Etats à veiller à ce que cet accord de désarmement multilatéral sans précédent, de portée mondiale, complet et vérifiable soit dûment appliqué, afin de faire avancer la coopération multilatérale au service de la paix et de la sécurité internationales;

5. *Prie également* le Secrétaire général de fournir aux Etats signataires qui en feraient la demande les services nécessaires au lancement des travaux de la Commission préparatoire de l'Organisation pour l'interdiction des armes chimiques;

6. *Prie en outre* le Secrétaire général, en sa qualité de dépositaire, de lui rendre compte, à sa quarante-huitième session, de l'état de la signature et de la ratification de la Convention.

74^e séance plénière
30 novembre 1992

47/43. Les progrès scientifiques et techniques et leurs incidences sur la sécurité internationale

L'Assemblée générale,

Rappelant que, à sa dixième session extraordinaire, la première consacrée au désarmement, elle a souligné à l'unanimité l'importance que les mesures tant qualitatives que quantitatives présentent pour le processus du désarmement,

Considérant que les nouvelles réalisations scientifiques et techniques peuvent se prêter à des applications civiles aussi bien que militaires et qu'il faut poursuivre et encourager les progrès de la science et de la technique à des fins civiles,

Notant avec préoccupation que les progrès techniques se prêtent à des applications militaires qui risquent de contribuer à l'apparition d'armes plus perfectionnées et de nouveaux systèmes d'armes,

Soulignant que la question met en jeu les intérêts de la communauté internationale et qu'il faut suivre de près les progrès scientifiques et techniques qui risquent de compromettre le climat de sécurité ainsi que le processus de limitation des armements et de désarmement, et les orienter vers des fins bénéfiques,

Soulignant que la proposition contenue dans sa résolution 43/77 A du 7 décembre 1988 s'entend sans préjudice des efforts de recherche-développement entrepris à des fins pacifiques,

Notant les résultats obtenus à la Conférence des Nations Unies sur les tendances nouvelles des sciences et des techniques : incidences sur la paix et la sécurité internationales, tenue à Sendai (Japon) du 16 au 19 avril 1990⁷, et déclarant à cet égard que le monde scientifique et le monde politique doivent affronter, ensemble, les incidences complexes de l'évolution des technologies,

1. *Prend acte* du rapport du Secrétaire général intitulé « Les progrès scientifiques et techniques et leurs incidences sur la sécurité internationale »⁸;

2. *Prend acte également* du rapport intérimaire du Secrétaire général⁹, présenté conformément à sa résolution 45/60 du 4 décembre 1990;

3. *Se déclare, elle aussi, convaincue :*

a) Que la communauté internationale doit se mettre mieux à même de comprendre la nature et le sens de l'évolution des technologies;

b) Que l'Organisation des Nations Unies peut servir à cet égard de catalyseur et de centre d'échange d'idées;

4. *Prie* le Secrétaire général de continuer à suivre les progrès scientifiques et techniques pour pouvoir évaluer les « technologies nouvelles » qui apparaissent et de lui soumettre à sa quarante-huitième session un schéma d'évaluation des technologies en s'inspirant notamment des critères qu'il propose dans son rapport;

5. *Décide* d'inscrire à l'ordre du jour provisoire de sa quarante-huitième session la question intitulée « Les progrès scientifiques et techniques et leurs incidences sur la sécurité internationale ».

81^e séance plénière
9 décembre 1992

47/44. Le rôle de la science et de la technique dans le contexte de la sécurité internationale, du désarmement et d'autres domaines connexes

L'Assemblée générale,

Rappelant ses résolutions 45/61 du 4 décembre 1990 et 46/38 D du 6 décembre 1991,

Prenant acte du rapport de la Commission du désarmement sur sa session de fond de 1992¹⁰, en particulier sur les travaux du Groupe de travail IV concernant le point 7 de l'ordre du jour, intitulé « Rôle de la science et de la technique dans le contexte de la sécurité internationale, du désarmement et d'autres questions connexes »¹¹,

Prenant acte également du rapport de la Conférence du désarmement sur sa session de fond de 1992¹², en particulier sur les travaux relatifs au point de l'ordre du jour intitulé « Transparence dans le domaine des armements »¹³, qui porte notamment, comme suite à la résolution 46/36 L du 9 décembre 1991, sur la question de l'élaboration de moyens pratiques d'accroître la franchise et la transparence dans le domaine du transfert de technologies de pointe ayant des applications militaires,

Estimant que les progrès accomplis dans l'application de la science et de la technique contribuent considérablement à la mise en œuvre des accords de maîtrise des armements et de désarmement, notamment dans les domaines de l'élimination des armes, de la reconversion de l'industrie militaire et de la vérification,

Considérant que les normes ou directives concernant le transfert de technologies de pointe ayant des applications militaires devraient tenir compte des exigences légitimes du maintien de la paix et de la sécurité internationales, sans pour autant interdire l'accès, à des fins pacifiques, aux produits, services et connaissances résultant de ces technologies,